

ARRÊTÉ DU MAIRE DE CHERBOURG-EN-COTENTIN

ARRÊTÉ N° AR_2023_2050_CC

**TRAVAUX : TRAVAUX SUITE FOUILLES
ARCHEOLOGIQUES-**

**DU 24 MAI 2023 AU 26 MAI 2023
DE 08H00 A 17H30**

**RUE AU FOURDRAY (Travaux)
PARKING PLACE CENTRALE (STATIONNEMENT)
SUR LA COMMUNE DÉLÉGUÉE DE CHERBOURG-
OCTEVILLE-**

6. Libertés publiques et pouvoirs de police
6.1 Police Municipale

Le Maire de la ville de Cherbourg-en-Cotentin,
VU le Code Général des Collectivités territoriales,
et notamment les articles L 2212-1 et suivants et
les articles L 2213-1 et suivants,
VU le Code de la route, notamment les articles
R417-10 et L325-1 et suivants,
VU l'instruction interministérielle sur la
signalisation routière (livre 1 - 8^{ème} partie -
signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté
interministériel du 6 novembre 1992,
VU le règlement de voirie de l'ex Communauté
urbaine de Cherbourg du 29 mars 1989 et
notamment les articles 25, 26 et 27,
Vu l'arrêté n° AR_2022_3724_CC du
12 octobre 2022 portant sur les délégations de
fonction et de signature attribuées aux adjoints au
Maire, aux maires délégués et aux conseillers
municipaux délégués, complété par l'arrêté
n° AR_2023_0211_CC du 17 janvier 2023,
VU la demande de la Sté COLAS pour le compte de
la direction de la Voirie en date du 10 mai 2023,
Considérant qu'il convient d'assurer la sécurité des
personnes pendant la durée des opérations,

ARRÊTÉ

DU 24 MAI 2023 AU 26 MAI 2023 DE 8H00 A 17H30

ARTICLE 1^{er} - RUE AU FOURDRAY- plan joint en annexe-

Le stationnement sera interdit et réservé à l'Ets Colas le temps des opérations au droit des travaux.

- Le passage et la sécurité des piétons doivent être maintenus en permanence, ainsi que la circulation des véhicules de secours et de police (3 mètres de largeur minimum).

ARTICLE 2 - PLACE CENTRALE

Le stationnement sera interdit sur 4 emplacements autorisés (voir plan joint en annexe), et réservés à l'Ets Colas ou aux véhicules missionnés par Colas, le temps des opérations.

Le passage, la sécurité des piétons et la circulation des véhicules doivent être maintenus en permanence (3 mètres de largeur minimum pour les véhicules de secours).

ARTICLE 3 - Les véhicules en infraction au présent arrêté pourront être enlevés et mis en fourrière aux risques et frais des contrevenants.

ARTICLE 4 - La signalisation et la pré-signalisation des lieux seront mises en place par la Sté COLAS (agence de Brix - 19 rue Hervé Dannemont 50700 BRIX), responsable des opérations qui assurera par ailleurs la protection et le balisage du chantier. Il appartient également à l'entrepreneur pétitionnaire de mettre en conformité avec l'arrêté la signalisation de police existante (masquage de panneaux etc...). Le présent arrêté devra être affiché sur le lieu des opérations conformément à la réglementation en vigueur, à moins de 1,80 m du sol.


ARTICLE 5 - Le présent arrêté ne donnera lieu à la perception d'aucune redevance.

ARTICLE 6 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant le maire ou contentieux devant le Tribunal Administratif (3, rue Arthur LE DUC - 14000 CAEN), dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 7 - Le Directeur Général des Services, la Directrice Générale du Pôle patrimoine et cadre de vie, la Commissaire Centrale de police et le service de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le 22 mai 2023,

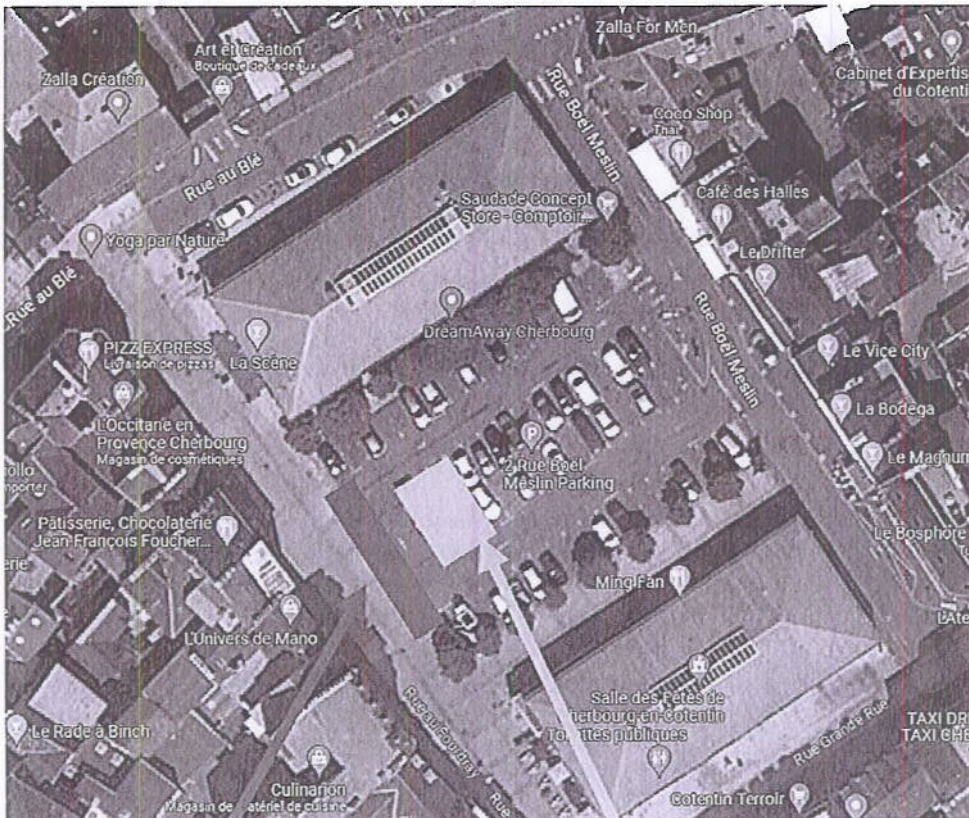
**Pour le Maire et par délégation
Le Maire adjoint,
Pierre-François LEJEUNE**



Date :
10/05/2023**Objet :**
Réserves à la suite des travaux des fouilles
archéologiques

Installation de la base vie de l'entreprise sur stationnements interdits :

- RUE AU FOUDRAY : Stationnement interdit du 24/05/2023 au 26/05/2023 (voir plan ci-dessous)



Zone de Travaux

Stationnement interdit (4 places)

Mise en fourrière des véhicules gênants sur l'ensemble des zones concernées par l'arrêté.